
- Communiqué de presse

Syndicat SUD SANTE SOLIDAIRES

de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

- Communiqué de presse

**Syndicat SUD SANTE
SOLIDAIRES**

de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

Contact :

Téléphone : 01 45 59 35 01

06 84 58 78 99

sudsante.aphp@sap.ap-hop-paris.fr

Paris le 13 juillet 2010

Conseil de surveillance de l'AP-HP du 13 juillet : M. Claude Evin, directeur de l'ARS prend la main à son tour !

Pour sa deuxième réunion, le conseil de surveillance de l'AP-HP n'a toujours pas pu exercer son contrôle sur l'EPRD 2010 puisque ce dernier n'a pas encore été examiné par le Directoire C'est à dire que notre institution n'aura, au mieux, son budget qu'en automne ! En attendant elle peut continuer à supprimer les emplois sans contrôle et limiter ses dépenses faute de plan d'investissement travaux par exemple.

Premier tour de chauffe sur le projet du Plan stratégique 2010-2014 avant la grande réunion de la rentrée qui se conclura par un vote.

Une fois encore les principes d'économies ont été mis en avant : 4000 emplois vont bien être supprimés ! Et il faudra augmenter les recettes (comment augmenter une activité avec moins de personnels ? ça c'est un peu compliqué)

Monsieur Evin, directeur de l'ARS qui avait été invité à s'exprimer par Monsieur Briet, président du Conseil, nous a fait un cours sur la loi HPST : l'AP-HP doit « s'inscrire dans un cadre régional qui est en train de bouger » et doit faire preuve de plus de volontarisme dans les mutualisations (logistique, restauration, plateaux médico-techniques...). Elle doit donner des gages plus importants dans sa volonté de se restructurer : limiter le Siège à ses fonctions régaliennes, fermer d'autres hôpitaux que ceux prévus (aujourd'hui Hôtel-Dieu et St Vincent de Paul, demain Fernand Widal) et négocier rapidement un contrat pluriannuel d'objectifs et moyens avec l'ARS. On a bien compris que Monsieur Evin avait l'intention de mettre l'AP-HP sous sa tutelle !

Bref des projets que ne renierait pas le gouvernement toujours prompt à faire des économies dans la santé publique sans tenir compte des réels besoins de la population (cf Gueret...)

Isabelle Borne membre du conseil de surveillance
Sud Santé AP-HP

06 32 18 52 93